

Mars 2009

F



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-neuvième session

Rome, 10-13 mars 2009

**Présentation des résultats préliminaires de la mission d'évaluation  
d'EMPRES-RO et recommandations**  
(Point 21 de l'ordre du jour provisoire)

### Introduction

Le Criquet pèlerin constitue une menace redoutable pour l'agriculture dans une aire très vaste. En période d'invasion, il peut mettre en péril les moyens de subsistance d'un dixième de la population mondiale dans une soixantaine de pays.

La Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale (CLCPRO), qui couvre 10 pays (Algérie, Burkina Faso, Libye, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Tunisie), a pour mission de promouvoir sur les plans national, régional et international toute action visant à assurer la lutte préventive et à faire face aux invasions du Criquet pèlerin.

Le Programme EMPRES, conçu pour aider les pays exposés à ce fléau dans leurs efforts de prévention et de lutte, est mis en œuvre en Région occidentale depuis 2006. Une grande partie des activités du Programme se concentre sur les quatre pays où se situe l'essentiel des zones de reproduction du criquet (Mauritanie, Mali, Niger et Tchad), communément appelés les « *pays de la ligne de front* ». Cinq projets ont été approuvés en appui au Programme EMPRES dans la Région occidentale, dont un projet de 6 millions de \$EU sur 4 ans financé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et mis en œuvre par la FAO au travers de la CLCPRO.

### L'Évaluation

L'évaluation porte sur les activités financées par tous les bailleurs de fonds de la FAO dans la Région occidentale, avec un accent particulier sur le projet BAD. L'objectif de l'évaluation était de fournir aux bailleurs de fonds, aux pays membres de la CLCPRO et à la FAO une appréciation de l'état d'avancement du Programme ainsi que de son impact. Une fonction explicite de l'évaluation était d'apprécier si une seconde phase sera nécessaire et quels devraient en être les contours généraux.

La mission d'évaluation s'est rendue au Maroc, en Mauritanie, au Mali, au Niger, en Algérie et en Tunisie pour rencontrer les autorités nationales, le personnel engagé dans les opérations de surveillance et de lutte et les représentants des donateurs. Quelques contacts ont également été pris avec des représentants d'éleveurs. La mission s'est rendue à Niamey du 22 au 23 décembre 2008 pour présenter ses principales conclusions et recommandations aux participants de la 4<sup>ème</sup> réunion du Comité de Pilotage.

### **Conception et mise en œuvre du Programme**

Le financement du Programme est assuré par la Banque Africaine de Développement, l'USAID, le FIDA, la CLCPRO, la FAO et le Ministère des Affaires Etrangères de la France. D'autres projets non gérés par la FAO y contribuent également : un projet du Fonds de solidarité prioritaire (FSP, France), qui a pour objectif le renforcement des capacités des pays en matière d'élaboration de plans de gestion des risques liés au Criquet pèlerin et la mise en place de mécanismes financiers devant assurer la pérennité de la lutte préventive, ainsi que les projets « Africa Emergency Locust Project » (AELP) financés par la Banque mondiale dans 7 pays sahéliens. Ces projets se complètent assez bien les uns les autres.

Sur la période 2006-2009, le Programme EMPRES de la FAO représente 10 millions de \$EU, soit 19% du total des montants budgétés pour la lutte préventive dans la Région occidentale (55 millions de \$EU). L'AELP de la Banque Mondiale représente environ 30% de ce total, et les fonds et moyens en provenance des pays de la CLCPRO en représentent environ 44%.

Ces divers projets ont tous démarré à la même période, après la crise de 2003-05, et s'achèvent en 2009 ou 2010. La période actuelle est donc relativement faste du point de vue des financements de la lutte antiacridienne, situation qui permet d'avancer à grands pas mais qui pose aussi des problèmes de coordination et de capacité d'absorption de toutes les activités initiées sous un projet ou sous un autre. D'autre part, une chute brutale des financements est à craindre en 2010, ce qui pourrait mettre en péril la durabilité des acquis. Une seconde phase sera sans doute nécessaire afin de permettre un « atterrissage en douceur » des appuis et la pérennisation des capacités mises en place.

De manière générale, le Programme est bien conçu et la hiérarchie d'objectifs formulée de manière réaliste. Le programme EMPRES dans la Région occidentale a mis l'accent sur la création d'unités nationales de lutte antiacridienne fortes et bénéficiant d'une autonomie administrative et budgétaire. L'évaluation a permis de confirmer la justesse de cette approche, dans la mesure où les appuis du Programme ont été mieux utilisés et maintenus là où existait déjà une unité autonome (Mauritanie, Mali) que là où cette unité manquait encore au moment où les appuis étaient apportés (Niger, Tchad). Cela étant dit, l'autonomisation des unités de lutte ne doit pas se faire aux dépens des relations de travail et de confiance avec les autres administrations.

Le siège de la CLCPRO à Alger n'est pas aux normes de sécurité des Nations Unies et le personnel de la FAO n'est donc pas autorisé à y travailler. Cette situation gêne le fonctionnement normal de la Commission, même si des solutions de cours terme ont été trouvées et de très nombreuses activités réalisées durant la période évaluée.

Après presque trois ans de mise en œuvre, le projet BAD a décaissé 2,6 millions de \$EU, soit 43% de son budget. Au rythme actuel de décaissement, le projet aura consommé son budget vers la fin 2011. Il sera donc nécessaire soit d'accélérer le rythme, soit de repousser la date de fin du projet.

## Effets et impacts

Les pays de la ligne de front ont fait d'énormes progrès dans l'organisation et la conduite de la lutte préventive. Les prospections sont régulièrement réalisées et une solide coopération régionale est maintenant en place. Néanmoins, les « zones d'ombre » de prospection, dues à l'inaccessibilité ou à l'insécurité de certaines zones, constituent un risque important pour la lutte préventive. L'utilisation des images satellitaires, de réseaux d'informateurs locaux et de prospections conjointes en lisière des zones d'ombre se développe et est à encourager. En outre, la lutte préventive doit prendre en compte les situations intermédiaires (résurgences) rendues plus probables du fait de ces zones d'ombre.

La gestion de l'information, fonction partagée avec le DLIS, s'est grandement améliorée grâce aux outils RAMSES et eLocust qui ont facilité les prospections et la remontée de l'information. Le système reste néanmoins extractif, l'analyse étant surtout faite à Rome. Les services nationaux n'utilisent qu'une fraction des potentialités de traitement des données offertes par le logiciel RAMSES.

Les initiatives pour la protection de l'environnement sont nombreuses mais pas toujours bien coordonnées en dépit des efforts de la CLCPRO visant à l'élaboration d'un cahier des charges environnementales harmonisé. Les équipes QUEST (*Quality and Environment Surveys of Treatments*) sont très appréciées car elles contribuent à préserver la santé des équipes de traitement. Le contrôle de la qualité environnementale des traitements mériterait par contre d'être renforcé. Malgré certaines difficultés d'emploi, l'utilisation en vraie grandeur de méthodes de lutte alternatives (utilisation de mycopesticides comme le *Metarhizium*) se développe (Australie, Chine, Yémen, Timor Oriental, Sénégal). Le Programme en Région occidentale appuie le développement de nouvelles formulations en vue de rendre ce biopesticide pleinement opérationnel. Il faut préciser qu'une prise en compte visible de l'environnement est essentielle pour rétablir la confiance des éleveurs, dont certains ont une mauvaise image des opérations antiacridiennes.

## Durabilité

Le Programme a été conçu comme un appui temporaire aux capacités nationales et régionales de lutte antiacridienne ; les organes chargés d'en assurer la durabilité future étant les services nationaux antiacridiens et la CLCPRO sur le plan régional. L'existence de telles structures est un gage de durabilité, mais certaines personnes rencontrées expriment des doutes sur la durabilité de la lutte préventive après la fin du Programme EMPRES, arguant par exemple de la faible prise en charge des frais récurrents par les pays de la ligne de front. Comme toute action de prévention des crises, la lutte préventive antiacridienne a ceci de frustrant qu'elle perd en visibilité quand elle est couronnée de succès, puisqu'il n'y a pas de crises. Il faut donc continuer à renforcer la sensibilisation et l'information des décideurs à travers des actions de plaidoyer et de communication ciblées.

Il faut remarquer que la taille du dispositif antiacridien dans les pays de la ligne de front ne peut augmenter éternellement. Les moyens financiers disponibles aujourd'hui poussent à leur développement mais, dans l'intérêt de leur pérennité, il faut paradoxalement se garder de trop les renforcer. De même, la CLCPRO ne pourra supporter à l'avenir les coûts de tous les experts internationaux dont elle dispose actuellement et il faudrait réfléchir à la possibilité de passer le relais à des experts nationaux durant la deuxième phase.

L'évaluation de la campagne antiacridienne de 2003-05 faisait le constat d'une faible appropriation de la CLCPRO par les pays membres et recommandait de chercher les voies et moyens d'autonomiser davantage cette commission par rapport à la FAO sur le plan statutaire. Néanmoins, les statuts de la CLCPRO ne peuvent être réformés de manière isolée sans revoir les

statuts de l'ensemble des commissions de la FAO. De l'avis de la présente mission d'évaluation, l'importance de la volonté politique des états membres ne saurait être sous-estimée. Comme l'Evaluation externe indépendante de la FAO l'a clairement exprimé, les membres d'une organisation multilatérale ont une responsabilité incontournable dans l'établissement des grandes orientations et priorités de leur organisation. La CLCPRO sera appropriée par ses membres quand ceux-ci s'en donneront les moyens, par exemple quand les pays membres enverront aux réunions bi-annuelles de la Commission non seulement des techniciens, mais aussi des décideurs politiques. L'idée d'une conférence des ministres de l'agriculture de la CLCPRO, envisagée dès 2006 pour promouvoir l'appropriation de la Commission par les gouvernements qui en sont membres, mérite tout l'appui que lui apporte son Secrétariat.

### Recommandations

1. La FAO et la BAD devraient développer un accord cadre pour les procédures à suivre dans les projets d'urgence financés par la Banque et mis en œuvre par la FAO.
2. Une seconde phase sera nécessaire pour le Programme EMPRES en Région occidentale afin de pérenniser les capacités mises en place.
3. Tout en continuant à sensibiliser les bailleurs sur le besoin d'un fonds d'urgence spécialisé, la FAO et ses partenaires ne doivent pas négliger les fonds d'urgence disponibles tels que le Fonds commun des donateurs (FCD) au Niger ou le CERF des Nations Unies.
4. Une nouvelle extension de la durée du projet devrait être envisagée, au moins pour la fin 2010.
5. Le programme de travail gagnerait à être simplifié et rendu plus stratégique en adoptant des priorités plus claires et en intégrant certains produits pour l'instant indépendants.
6. Pour minimiser l'impact des « zones d'ombre », le Programme et les pays concernés doivent continuer à développer des réseaux d'informateurs locaux et l'emploi des images satellitaires, et intensifier les prospections conjointes en lisière des zones d'ombre.
7. Le Niger devrait nommer les responsables du CNLA au plus tôt afin de permettre à cette structure de capitaliser sur les appuis du Programme.
8. Dans ses formations sur la gestion des données acridiennes, le Programme devrait mettre davantage l'accent sur l'exploitation des données pour guider la prise de décision au niveau national. Le DLIS devrait également s'efforcer d'impliquer les prospecteurs les plus chevronnés dans l'analyse mensuelle des données acridiennes.
9. La FAO devrait insister plus fermement auprès de UNDSS pour obtenir les autorisations de voyage nécessaires à l'installation de RAMSES 3 et eLocust 2 au Tchad.
10. Les réactifs pour les kits « test mate » devraient être régulièrement achetés et fournis par la FAO aux pays de la CLCPRO.
11. Le suivi de la qualité des traitements et des impacts sur la faune non-cible doit être renforcé ; les magasiniers et les gardiens de magasins doivent également bénéficier du contrôle sanitaire.
12. Les équipes QUEST doivent continuer à intervenir sur une large gamme de campagnes phytosanitaires (campagnes contre les sauteriaux, antiaviaires) afin de maximiser leur contribution à la protection de l'environnement et de la santé des équipes.
13. Le *Metarhizium* devrait être testé à grande échelle. Une proposition de l'Algérie de tester le produit sur le Criquet marocain mériterait d'être appuyée par le Programme EMPRES.
14. Les plans de gestion des crises appellent une approche plus intégrée, comprenant un seul plan par pays plutôt que les deux actuellement envisagés pour les phases de rémission et de crise.
15. Le système de S&E développé par EMPRES devrait se focaliser sur un rapportage simple et synthétique pour les bailleurs de fonds.
16. Les pays membres de la CLCPRO en retard sur leurs contributions devraient les apurer.
17. Le Programme doit continuer à appuyer le Mali dans la préparation de la réunion des ministres, en développant un agenda focalisé sur les questions d'ordre politique.

18. La CLCPRO devrait assurer une présence plus régulière à Alger et participer à l'identification de locaux aux normes de sécurité des Nations Unies.
19. Les collaborations avec les DPV dans les campagnes ponctuelles contre les autres acridiens doivent se limiter aux cas de pullulation graves et se faire selon des protocoles précis comprenant un financement adéquat, suivant en cela l'exemple de la Mauritanie.
20. AGPP devrait essayer de rapprocher les points de vue divergents sur les stratégies de lutte préventive et curative à suivre.
21. Les services nationaux devraient organiser régulièrement dans les pays de la CLCPRO des journées de sensibilisation au fléau acridien orientées vers les décideurs.
22. La deuxième phase du Programme en Région occidentale devra fournir moins d'appuis matériels et plus d'appuis techniques de long terme. Les capacités régionales sont également à développer sous l'égide de la CLCPRO.